



### **Décision n° 2018-117**

autorisant le prélèvement de roches  
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 26 mars 2018 par Monsieur ROLLAND Yann, maître de conférence à l'Université de Nice Sophia Antipolis,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique réalisée dans le cadre de la mise à jour de la cartographie géologique des Alpes et par conséquent, qu'elle est utile à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

#### **Article 1 :**

L'université de Nice Sophia Antipolis et le Laboratoire Géoazur, représentés par son doyen le Professeur Alain TASSEL et son directeur Monsieur SOSSON Marc, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies ci-après à prélever, détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur du parc national, des échantillon de roches.

Ces prélèvements sont réalisés dans le cadre d'une campagne de mise à jour de la cartographie géologique des Alpes.

#### Article 2 :

La présente autorisation est accordée à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018 jusqu'au 30 septembre 2020, sur l'ensemble de la zone cœur du Parc national à l'exception de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (cf. carte en annexe 1).

#### Article 3 :

La présente autorisation est délivrée aux chercheurs, collaborateurs et étudiants associés à la campagne scientifique de l'Université de Nice Sophia Antipolis et du laboratoire Géoazur, sous l'entière responsabilité des bénéficiaires.

#### Article 4 :

Les échantillons autorisés à la collecte durant la campagne sont les suivantes:

- tout échantillon de roches cristallines (roches métamorphiques et granites) à raison de cubes ne devant pas excéder 20 cm x 20 cm.

#### Article 5 :

Le matériel autorisé pour le prélèvement des échantillons est le suivant :

- prélèvement manuel, au marteau de géologue.

#### Article 6 :

Les bénéficiaires sont tenus de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de leurs prospections :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de leurs recherches comprenant a minima la liste des échantillons commentée et leur localisation, illustré d'un extrait de carte géologique au 1/50000 couvrant les zones d'étude.

#### Article 7 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de toute publication liée au projet devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

#### Article 8 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler en-dehors des itinéraires balisés de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Elle ne vaut pas non plus autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les voies fermées à la circulation publique, situées dans le cœur du parc national.

#### Article 9 :

Les bénéficiaires devront obligatoirement se présenter aux chefs ou adjoints des services territoriaux concernés (liste et coordonnées en annexe 2) avant d'engager toute opération et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront leur être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge des bénéficiaires.

Article 10 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, ainsi que la réglementation particulière à la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation – cf. annexe 3.

La présente autorisation n'exonère pas les bénéficiaires de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 11 :

Les bénéficiaires devront observer un comportement discret et éviter de mener leurs activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes les sollicitant en ce sens, ils devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 12 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A demande de ces derniers, les bénéficiaires sont tenus de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 13 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 14 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 23 avril 2018

 Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour  
Laurent SCHEYER